

Wakeup Café aide les ex-détenus à rebondir grâce à l'emploi et l'entrepreneuriat

Depuis 2014, l'association Wakeup Café accompagne les ex-détenus dans leur réinsertion vers l'emploi à travers des ateliers, de la formation et l'aide à la création d'entreprise.

Temps de lecture : minute

2 novembre 2021

Aumônière de prison pendant plusieurs années, Clothilde Gilbert a rapidement découvert la réalité du milieu carcéral et identifié ses conséquences. *"Enfermer des personnes à ne rien faire 22h sur 24h est déstabilisant et déshumanisant. Ils ont payé leur dette, c'est important de les aider à préparer leur sortie. Cela répond à un double enjeu : le coût de ces incarcérations et la réduction du taux de récidive"*, met en exergue Clothilde Gilbert. Les chiffres le confirment : 31% des détenus retombent dans leur travers dans l'année qui suit leur condamnation, selon une étude du ministère de la Justice citée par nos confrères [du Monde](#).

Sans projet, pas d'avenir

En sept ans, l'association Wakeup Café a déjà accompagné plus de 750 ex-détenus dont 8% seulement ont récidivé. Les premières actions mises en place, qui perdurent encore aujourd'hui, sont un accompagnement en continu, de 9h à 17h composé d'ateliers de préparation à l'emploi et de reconstruction de soi. Ces derniers sont réalisés, en présentiel, dans une des six structures de l'association - en Ile-de-France, à Lyon, Marseille et Montpellier. Ce seul accompagnement n'aurait sans doute pas permis de faire tomber certains préjugés. Wakeup Café a donc noué des

partenariats avec des entreprises qui peuvent proposer des stages ou des emplois à temps partiel ou à temps plein. Elles sont plus de 170 à s'être engagées aux côtés de l'association.

L'accompagnement ne s'arrête pas là. *"C'est un soutien à 360° que nous leur proposons pour les aider à régler des enjeux de logement, de travail sur les liens familiaux mais aussi de gestion de leurs dettes"*, développe la fondatrice à travers d'autres structures tierces. Monter ce premier projet n'a pas été une mince affaire, notamment avec le secteur public qu'il a fallu convaincre. Mais désormais, les administrations publiques et les juges d'application des peines travaillent en collaboration avec Wakeup Café et n'hésitent pas à pousser certains profils qui pourraient bénéficier de cet accompagnement.



À lire aussi

6 programmes à suivre de (très) près à Station F

Formations et entrepreneuriat comme porte de sortie

Amarrée au quai de Seine, face à la statue de la Liberté à Paris, la péniche de l'émission Thalassa, à l'époque de Georges Pernoud, a retrouvé une seconde vie grâce à l'association Wakeup Café et des chefs d'entreprise qui ont permis son rachat. Depuis le mois d'avril 2020, elle accueille, à travers le projet Quai Liberté, des détenus en semi-liberté ou en aménagement de peine pour les former aux métiers de la restauration.

L'association a été retenue dans le cadre d'un appel à projet du port autonome de Paris qui lui confère une concession d'emplacement de 22 ans. *"Notre activité a débuté avec un format guinguette en pleine pandémie avec une terrasse ouverte six mois de l'année. Désormais nous avons un restaurant de 80 places assises"* , poursuit la fondatrice. En cuisine, le chef forme des détenus au métier de la restauration. Mais en réalité, il leur offre bien plus que ça. *"Dans la majorité des cas, les participants n'ont pas fait d'étude et n'ont jamais travaillé dans une entreprise. Ils apprennent à respecter des horaires, une hiérarchie"* et plus largement les codes du monde du travail. *"Ils sont également rémunérés, ce qui est essentiel car l'absence de travail et donc de revenus est un grand facteur de récidive important"*.



À lire aussi

L'ONG Chams développe des écoles de code dans les camps de réfugiés

Autre brique récemment développée par Wakeup Café ces dernières années, Wak'Entreprendre qui soutient le démarrage d'activité d'ex-détenus à travers un programme de 6 semaines animé par le cabinet de conseil Business Dream. À l'issue de cette période, une séance de pitch est réalisée devant un jury composé de membres de l'association Adie, de la Fondation de la 2e chance, et de Station F. *"Certains d'entre eux ont même réussi à intégrer le Fighters Program de Station F [destiné aux personnes issues de milieux défavorisés, ndlr]"*, annonce fièrement Clothilde Gilbert. Jusqu'ici 12 personnes ont pu en bénéficier dont Christian Mendy, fondateur de Bodyguard Institution.

L'histoire ne s'arrête pas là pour l'association. Plusieurs projets sont encore en cours de développement, à l'instar d'un programme de formation au code - en collaboration avec Simplon- avant même la fin de leur peine. À condition d'avoir les finances nécessaires, problème récurrent pour toutes les associations.

Article écrit par Anne Taffin